

LUTTE SOCIALE

Trois cents Colgate manifestent depuis une semaine devant le site de Compiègne



Ils sont encore cinq cents sur le site. Parmi eux, ils étaient près de trois cents à faire grève. La direction a consenti une avancée mais est jugée insuffisante.

Depuis mercredi 11 janvier à 11h, les camions sont bloqués devant Colgate-Palmolive de Compiègne. 260 salariés sur 300 observent une grève illimitée avec blocage de l'entrée de l'usine, après la négociation annuelle obligatoire entre syndicats et direction. «Depuis plusieurs années, tempête Claude Leroy, délégué CFDT, la direction nous demande d'adhérer à des solutions qui ne nous conviennent pas, sous prétexte de sauver l'entreprise. Jusqu'ici, les syndicats ont fait tampon entre la direction et les salariés. Mais il fallait que

ça pète.»

Le désaccord porte sur le non-respect de l'accord 2011. «Nous réclamons 5% d'augmentation salariale, avec un minimum de 100 euros pour les plus petits salaires, au lieu des 1,8% proposés par la direction, explique Christian Duputel (CFDT). Nous demandons également le maintien du plafond salarial. Car dans le cas contraire, les salaires de plus de 2750 euros brut ne perçoivent pas d'augmentation.»

L'augmentation salariale prévue pour 2012 paraît insuffisante aux yeux de gré-

vistes: «Colgate Palmolive pratique depuis 2005 de la délocalisation fiscale vers la Suisse. Cette situation donne une importance démesurée à la masse salariale de l'usine, qui n'a qu'un très faible impact sur les coûts au regard des bilans, contrairement aux affirmations de la Direction.» La CFDT balaie les arguments avancés par les dirigeants: «La très faible baisse d'activité est liée à la mauvaise stratégie de la direction, qui a privilégié la rentabilité au volume.»

Et concernant les embauches, au 1^{er} janvier 2012, seu-

lement huit ont été réalisées contre les dix promises. «Socialement, c'est grave, estime Christian Duputel. Ils n'ont tout simplement pas respecté l'accord qu'ils ont signé. Comment aller négocier avec des gens qui se fichent d'un accord?» Le syndicaliste compare les dirigeants du site compiégnais à des «passeurs de plat», qui n'ont aucun pouvoir. Pour Claude Leroy: «Depuis 2009, il n'y a eu aucune avancée sociale. L'homme doit revenir au centre des débats. Les salariés sont opprimés. Il y a eu ce code de bonne conduite, par

exemple.»

C'est une des revendications des grévistes, qui réclament le retour d'un système d'augmentation de salaires «au mérite»: «Dire bonjour, être à l'heure, tout le monde peut le faire... C'est surtout un moyen de nous contrôler et de nous empêcher de nous rebeller.»

Colgate Palmolive emploie 36 000 personnes dans le mode. Les dividendes perçus sont de 400 euros par salarié, au lieu de 1200 euros escomptés. Claude Leroy: «On réclame une meilleure répartition des richesses de la société.

Nous n'avons jamais été contre le fait que la société gagne de l'argent, mais pas à notre détriment.»

Quand le conflit a commencé, les grévistes ont attendu longtemps que la direction se signale: «Tout ce qu'ils ont fait, c'est gérer le conflit par la logistique. Nous réclamons une prime de grève de 100 euros par jour et par personne. Ni la direction, ni les salariés n'ont intérêt à ce que la situation s'enlise. L'obtention de cette prime est une revendication que nous ne lâcherons pas.»

G. G.



A chacune des négociations, les délégués rendent compte des résultats obtenus. Bien entendu pour les salariés, les propositions de la direction ne sont pas suffisantes.



Campements de fortune et restauration sur le pouce. Cela fait une semaine que les salariés suivent ce rythme chez les Colgate.



Au loin, un premier pneu est jeté au feu... un pneu Conti il va sans dire... Le feu de palette, lui, est activé 24h/24.

Les salariés grévistes déterminés à obtenir gain de cause



En une semaine, l'entrée du site a été tour à tour filtrée, puis lundi, bloquée complètement à la production.

Les salariés sont particulièrement déterminés à obtenir gain de cause. Les feux de palette ont brûlé tout au long du week-end avec une présence constante des salariés grévistes. Bien entendu sur le terrain, on en vient à parler de la situation économique qui s'aggrave. «Nous ne pouvons plus faire face, que l'on soit manœuvre, ouvrier qualifié, agent de maîtrise ou même cadre. Nous craignons un nivellement par le bas et c'est pour cette raison que la colère gronde. Il y a une unité qui

ne se dément pas chez Colgate», explique un salarié gréviste.

Pour le représentant syndical CGT Hervé Grosjean, la bataille ne fait que débuter.

«La direction est restée bloquée sur ses dernières propositions de vendredi. Certes il y a eu une nouvelle rencontre lundi mais elle s'avère infructueuse. Nous sommes alors montés d'un cran en bloquant l'entrée du site ce lundi. L'affaire prend de l'ampleur. Il est clair que nos interlocuteurs ne sont plus seulement les dirigeants du

site, mais davantage ceux du groupe. Nous craignons d'être convoqués en référé», exprime mardi après midi le délégué CGT. En attendant, les grévistes pouvaient compter sur le soutien des anciens salariés de Continental, venus dans le courant de la journée marquer les esprits en manifestant aux côtés des Colgate.

«Il faudra aussi que l'entreprise s'apprête à répondre d'un non respect des accords passés l'année dernière», conclut le délégué syndical.

O. B.-S.